l'agglomération lyonnaise, du 25 mars 1852, avait complètement modifié l'assiette administrative de la cité. Les services de la municipalité, proprement dite, avaient été transférés à la préfecture et réunis à ceux du département; mais, dans un édifice malsain et incommode, cet état de choses ne pouvait avoir qu'un caractère essentiellement provisoire, et il était naturel que l'Hôtel-de-Ville de Lyon devînt, comme à Paris et avec une administration analogue, le centre général de tous les services et la résidence du préfet.

Avec son initiative habituelle, M. Vaïsse avait proposé au Conseil municipal qui l'avait accepté résolument et approuvé par sa délibération du 17 janvier 1854, un projet général de restauration, mais ce ne fut qu'au commencement de l'année 1857 que cette grande entreprise fut définitivement mise en voie d'exécution, pour se terminer le 8 août 1858. Nous n'hésitons pas à dire, à cette occasion, que, sans la décision qui réunissait à l'Hôtel-de-Ville de Lyon tous les services de la ville et du département, et qui donnait ainsi à l'édifice une destination si considérable et en même temps si utile, il eût été à craindre que le monument ne fût restauré d'une manière beaucoup moins complète et peut-être même abandonné malgré son importance, comme on abandonne toute chose dont l'utilité est contestable.

Le 7 février 1857, on commença donc les travaux d'une restauration générale tant intérieure qu'extérieure, s'étendant à toutes les parties de l'édifice.

Ainsi, il s'agissait de faire sur les façades latérales, la façade à l'orient, et sur les cours, des ouvrages analogues à ceux exécutés sur la place des Terreaux, en accompagnant ce travail d'une réfection complète des toitures, dont le caractère, essentiellement provisoire,